

•Novembre/Décembre 2018 • Numero 164•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/

2019, Craintes et Espoir

Nous entrons dans le moment de l’année où il est de coutume de s’adresser des vœux. Il est des coutumes idiotes, voire dangereuses, d’autres incitant à la sagesse, d’autres encore souriantes, qui permettent d’adresser un signe d’amitié, ou de connivence, ou le respect, parfois tout cela à la fois. C’est dans cette dernière perspective que nous adressons à nos amis, à nos lectrices et lecteurs, fidèles ou occasionnel-les, des vœux pour que 2019 les préservent, elles et eux et leurs proches, des dangers que le monde où nous vivons multiplie, et leur procure les satisfactions qu’elles et ils attendent. Bref, bonne année à tout ce monde, et ce ne sera pas du gâteau ! Joint à ces vœux, le dernier numéro de l’année de notre webzine.

Au Sommaire de ce numero

L’actualité française de ces dernières semaines a été largement dominée par l’irruption du mouvement des «gilets jaunes». Nous y consacrons une partie de ce numéro. L’édito de Jean-Luc Gonneau voit dans le mépris affiché par Emmanuel Macron et ses proches envers « ceux qui ne sont rien » l’une des causes principales du développement du mouvement gilets jaunes. Yann Fiévet insiste sur les errements de la politique économique et sociale du gouvernement. Jean-Pierre Lefebvre trouve dans le mouvement actuel des échos de celui de mai 68, qu’il a vécu. Et Atilio A. Boron, sociologue argentin, nous apporte un regard doublement distancié, de par l’éloignement géographique d’une part, et par une réflexion sur la spécificité française de ce type de mouvement. Point commun principal de ces quatre points de vue : sans méconnaître les excès d’une partie du mouvement ni les risques de récupération, ils reconnaissent la bouffée d’oxygène que les gilets jaunes apportent à une vie politique nécrosée.

On a beaucoup parlé, en France et dans le monde, de la montée des populismes, y compris à propos des gilets jaunes. Dans un article paru peu de temps avant le mouvement, Pierre Guerlain livre une analyse pointue sur la notion de populisme, mis à toutes les sauces et, curieusement, jamais utilisé quand il s’agit des régimes les plus autoritaires de la planète. Edifiant.

Beaucoup, bien orientés par moult médias, voient la voiture électrique comme une panacée contre le réchauffement climatique et pour la protection de l’environnement. Avec tranquillité et un zeste d’humour narquois, Patrice Perron se demande s’il ne s’agit pas là d’un enfumage de plus.

Et parce qu’il convient toujours de rire un bon coup, nous avons glané deus photos-montages succulents dans le toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Le Prix du Mepris

###### Par Jean-Luc Gonneau

*Le mépris n’est ni rare, ni nouveau dans les classes dirigeantes. Mépris de certains colonisateurs pour le colonisé, de certains aristocrate pour le plébéien, de certains hauts diplômés pour ceux qui le moins ou pas du tout, de certains hommes pour les femmes et donc, dans nos belles démocraties, de certains élus, y compris à de hautes fonctions pour ceux qui ne le sont pas. Mais nos belles démocraties ont eu au moins cet avantage sur les monarchies qu’elles ont remplacées d’inciter les puissants à, à peu près, bien se tenir en public, puisque qu’il y a des électeurs dans le public. Dans le privé, on se relâchait sans doute. Madame Trierweiler, ex compagne de l’ex président Hollande, nous conta ainsi que celui que d’aucuns nommaient « monsieur petites blagues », se permit de nommer les pauvres les «sans dents», «petite blague» qui ne devait pas sortir de la sphère privée.*

*Mais comment réagirait le concitoyen si on le traitait d’«illettré», si on lui enjoignait de «travailler pour se payer un costard» au lieu d’un t-shirt, aux chômeurs d’«aller voir à côté voir s’il y a des places au lieu de foutre le bordel» ou version courte «de traverser la rue » pour trouver un emploi», et tout ça en quelques mois ? Le concitoyen conciliant pourrait se dire que le président a beau être jeune et bien peigné, il dérape un peu, là. Mais si le concitoyen entend de plus, dans ces quelques mois qu’il est un «gaulois réfractaire au changement», que s’il râle on lui répond «je ne cèderai rien. Ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes», que s’il bénéficie d’allocations familiales où d’aideau logement, il voit à la télé le président dire «on met un pognon de dingue dans des minimas sociaux, les gens sont quand même pauvres», ou que lui, usager des transports en commun, entend le même proclamer, sur un ton inspiré qu’ «une gare, c’est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien», il devient nettement moins conciliant, et est susceptible de se livrer à de regrettables écarts de langage : «celui-là, il commence à nous chier dans le bottes», entendions-nous voici quelques mois au comptoir de notre bistro du coin à l’heure du café croissant (ou du blanc sec, c’est selon), lieu et heure pourtant dévolus habituellement à de savantes analyses des mérites comparés du PSG et de lOM. Enfin, le concitoyen ex-conciliant qui lit dans le journal que le président déclare «si ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher!» commence à se dire en voilà une idée qu’elle est bonne, allez, hop, je mets mon gilet jaune, il me servira à quelque chose vu que j’ai de moins en moins de sous pour mettre de l’essence dans la bagnole.*

*Prendre les gens pour des billes n’est pas, en macronie, l’apanage du seul président. Citons Gilles Le Gendre, le président du groupe LREM à l’assemblée nationale :* «*Deuxième erreur, dont nous portons tous la responsabilité – moi y compris, je ne me pose pas en censeur : c'est le fait d'avoir probablement été trop intelligents, trop subtils, trop techniques dans les mesures de pouvoir d'achat».Tu vois, cher concitoyen, toi y en a pas nous comprendre, toi y en a pas assez intelligent, pas assez subtil. Tu vois, cher concitoyen, not’ président lui avoir pensée complexe, alors difficile pour toi.*

*Le mépris macronique cru, sans détour, n’est sans doute pas la seule cause de l’apparition du mouvement des gilets jeunes, mais il nous paraît en être un détonateur puissant. Ce qui apparaît en effet au-delà des revendications, souvent justifiées, des gilets jaunes, c’est un sentiment de haine envers le président de la république d’une partie non négligeable de la population. Sentiment parfois crûment exprimé, le plus souvent diffus. Sentiment dangereux, irresponsable. Nous avons, en France souvent été mécontents de nos dirigeants. Rarement haineux, hors quelques minorités. Sentiment irresponsable avons-nous dit, mais qui est l’écho de l’irresponsabilité du pouvoir. Mal gouverner engendre le mécontentement. Gouverner par le mépris engendre la colère qui, selon la sagesse des nations, est toujours mauvaise conseillère. Encore qu’on dit aussi qu’il peut y avoir de saines colères.*

* La Marmite et son Couvercle

*Par Yann Fievet*

*"Dans ce monde, moi je suis et serai toujours du côté des pauvres. Je serai toujours du côté de ceux qui n’ont rien et à qui on refuse jusqu’à la tranquillité de ce rien."*

*Federico Garcia Lorca*

*«La violence est chose grossière chez les ouvriers (…) mais le patronat n’a pas besoin, lui, pour exercer une action violente de gestes désordonnés.  Quelques hommes se rassemblent dans l’intimité d’un conseil d’administration et décident. Ainsi tandis que l’acte de violence de l’ouvrier apparaît toujours, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, se dérobe et s’évanouit dans une sorte d’obscurité.»*

*Jean Jaurès, 1906*

Comme notre fin d’année repeinte en jaune a paru belle à tous ceux qui désespèrent depuis longtemps de l’inexorable avancée du rouleau compresseur de l’économie néolibérale et de sa production d’inégalités sans cesse plus criantes ! Depuis près de quatre décennies, au gré des alternances factices, nous assistons impuissants à la dégradation de la qualité des services publics et de leur répartition territoriale, au recul de l’intérêt général au profit d’intérêts catégoriels «supérieurs», à la promotion grandissante de la richesse obtenue par la détention du capital au détriment des ressources tirées de l’exploitation de la force de travail, au bradage des entreprises publiques, bien commun de la Nation, aux «acteurs économiques» privés, à l’affaiblissement de la protection sociale solidaire et au renforcement concomitant de l’assurance privée inégalitaire, à la contention trompeuse du niveau du chômage par la progression fulgurante de la précarité de l’emploi, à l’impuissance organisée des pouvoirs publics devant les périls de la crise écologique, au refus systématique de lutter efficacement contre l’évasion fiscale grandissante, etc. La liste est longue des avatars de ce mode particulier du gouvernement de la société qui enrichit toujours plus une minorité de nantis, appauvrit la classe moyenne, délaisse une part croissante de la population du bas de l’échelle sociale. Dans le même temps, c’était aussi le désarroi, si ce n’était le désespoir, qui gagnait du terrain à force de résistances infructueuses face à la toute-puissance de l’économie marchande mondialisée et financiarisée bien servie par des classes politiques successives ayant abandonnées progressivement la volonté de peser vraiment sur le cours des évènements.

Tout ce qui vient d’être énuméré a été depuis longtemps étudié et dénoncé amplement par nombre de sociologues, d’économistes hétérodoxes, de psychanalystes, de cinéastes ou d’écrivains attentifs aux dérives de leur époque. Tous soulignèrent les dramatiques conséquences du délitement progressif de la société en maints endroits du territoire hexagonal. Ils parlèrent de déshumanisation coupable des politiques mises en œuvre au sommet de l’Etat. Les professionnels de la santé et de l’éducation en première ligne des «zones sensibles» ne pouvaient que confirmer le sombre diagnostic. A l’occasion, les gouvernants faisaient mine de s’apitoyer sur le sort des plus humbles qui de temps à autres – finalement peu souvent – sortaient de leur désarroi pour fomenter quelque «émeute de banlieue» bien vite réprimée. Durant près de quarante ans on alimenta donc une marmite de plus en plus bouillonnante sur laquelle on s’efforçait de maintenir fermement un couvercle que l’on pouvait supposer fragile. Dans le même temps l’on se persuadait que la démocratie se portait bien puisque les «institutions» continuaient de fonctionner normalement. On était d’autant plus enclins à penser ainsi que les humbles tellement maltraités votaient de moins en moins. Ils souffraient en silence, évitaient d’étaler au grand jour leur détresse, en avaient honte probablement. Et surtout, ils ne faisaient plus peur aux possédants contrairement à ce que l’on nommait autrefois «les classes dangereuses». Bref, ils étaient «les invisibles».

Alors, Macron s’avança ! Surgi d’on ne sait où, il était néanmoins formidablement sûr de lui : si la France ne va toujours pas mieux après tant de réformes et de cures d’austérité passées c’est que ses prédécesseurs avaient été trop timorés – pour ne pas dire inactifs - dans leur entreprise de «modernisation» du pays. Il affichait en même temps la volonté de redonner à la fonction présidentielle le lustre que la vulgarité de Nicolas Sarkozy et la nonchalance de François Holllande avait passablement écorné. Sur une scène politique en débandade, il triompha ! Parvenu à L’Elysée, il se mit aussitôt à la tâche, ne laissa à personne la possibilité de tempérer sa volonté de tout transformer promptement. Fort d’une écrasante majorité au Palais Bourbon, il empila les réformes qui passaient comme lettre à la poste. La plupart étaient marqués du même sceau : favoriser les détenteurs du capital qui forcément investiront davantage dans l’économie du pays et ainsi feront repartir l’emploi. Vieille recette jusque-là infructueuse mais qui cette fois, grâce aux bouchées doubles ou triples, va immanquablement, Français on vous le garantit, réussir … au bout du quinquennat. Rigueur budgétaire européenne oblige, les cadeaux fiscaux généreusement accordés aux possédants furent compensés en ponctionnant les classes moyennes sans améliorer le sort des moins favorisés de nos concitoyens. Pour cacher un peu la grosse ficelle de l’accroissement des inégalités ainsi provoquée le monarque proposa un plan «pauvreté» qui s’avéra cependant bien pauvre. Il ignora que la marmite ainsi bouillonnait de plus belle. Il ne comprit pas qu’un destin funeste lui était promis : c’est lui qui allait faire sauter à son corps défendant le couvercle de cette marmite surchauffée. Oui, c’est bien Jupiter qui faisait fièrement bouillir la marmite !

Brusquement, les «gilets jaunes» entrèrent en scène. Tout le monde politique et médiatique en fut surpris alors que personne n’aurait dû l’être si un minimum de vigilance avait été de mise. Disons-le tout net : nous avons là une insurrection, pas un simple mouvement social. Une insurrection alimentée par trois sources se rejoignant étroitement : injustice fiscale, injustice territoriale, mépris des «élites» pour «ceux qui ne sont rien». Bien sûr, les tenants du système en place et leurs serviteurs zélés – dont beaucoup tiennent le haut du pavé des médias dominants- préfèrent y voir «le chaos», une manière tout-à-fait consciente de vider le mouvement en cours de son caractère éminemment politique et du même coup de son contenu de revendication sociale. Voir dans ce vaste mouvement uniquement la seule mauvaise humeur de quelques automobilistes ne rime évidemment à rien. Le mouvement n’est pas structurer comme le voudraient ceux qui enragent de ne pouvoir le manipuler aux fins de l’affaiblir et de l’éteindre mais il a commencé de s’organiser en divers points du territoire. Il en va ainsi, par exemple, de l’Appel de Commercy (Meuse) qui plaide en faveur de la constitution d’assemblées populaires locales. Les cahiers de doléances ouverts dans les mairies sont une autre manière de s’appuyer sur le «débat horizontal» pour faire naître les revendications, tout comme le fait de réclamer l’inscription dans la loi du principe du Référendum d’initiative citoyenne. La démarche consistant à refuser le pouvoir descendant du sommet de l’Etat sans que jamais il ne touche vraiment nombre de citoyens subvertit le politique traditionnel. C’est bien en cela qu’elle dérange. Tout comme les principes juridiques fondamentaux sous-tendus par cette démarche.

En effet, ce que soulève le mouvement des gilets jaunes - certes encore un peu confusément – c’est que la démocratie dont nous nous gargarisons à l’envi est très oublieuse de certains de ses principes juridiques fondateurs. Au fil du temps, le pouvoir politique s’est habitué à bafouer les deux principes fondamentaux de la fiscalité tels qu’ils ont été énoncés par la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789. Le premier principe y exprime une exigence forte de justice : l’article 13 stipule que l’impôt est une «contribution commune qui doit être également répartie entre tous les citoyens, en fonction de leurs facultés». Emmanuel Macron a débuté son mandat en imposant des mesures fiscales iniques au profit des plus riches, avec la suppression de l’ISF et la mise en place du prélèvement forfaitaire unique (*flat tax*) de 30 % pour les revenus du capital, qui ne sont plus soumis à l’impôt progressif. Il est bien là le sentiment aggravé d’injustice fiscale. Cependant, signalons que l’actuel président n’a fait qu’amplifier le caractère inégalitaire du système fiscal français : la TVA rapporte à elle seule plus de 50 % de ces ressources à l’État. Or, les impôts indirects sur la consommation sont régressifs : ils pèsent davantage sur les pauvres que sur les riches car ces derniers consacrent à la consommation une moindre part de leurs revenus. La taxe sur les carburants, à l’origine de la révolte des gilets jaunes, est elle aussi une taxe sur la consommation, donc régressive. Soulignons que la France est l’un des pays où les impôts directs sur les revenus sont les plus faibles, en comparaison de la plupart des pays avancés ; or, les impôts directs sont les impôts les plus redistributifs, donc les moins injustes… Le second principe fiscal de la Déclaration de 1789 est une exigence formelle de démocratie. Il assume les conséquences du fait que l’impôt est un «bien commun», qui doit procéder de la participation directe de tous les citoyens et de leur contrôle. C’est ce que signifie l’article 14 : «Les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d’en suivre l’emploi, et d’en déterminer la quotité, l’assiette, le recouvrement et la durée.» Ce que demandent justement les gilets jaunes, c’est d’être entendus à ce titre par les pouvoirs publics. Leur méfiance à l’égard du gouvernement comme des élus provient de ce que, dans le système politique actuel, le peuple se considère comme dépossédé de toute forme de contrôle sur les impôts dont il doit obligatoirement s’acquitter. Alors que l’idéologie néolibérale considère l’impôt comme une charge financière à «optimiser» et lui ôte ainsi tout contenu politique, les gilets jaunes, en élargissant leurs revendications à la justice fiscale, à la défense des services publics sur tout le territoire et à la démocratie directe, politisent légitimement l’impôt dans l’esprit des principes révolutionnaires de 1789. On comprend alors la grande inquiétude des «politiciens hors-sol» soucieux de garder intactes leurs confortables prérogatives et des journalistes de BFM attentifs à soigner leur audience dans les beaux quartiers.

Il fallait donc au plus vite reposer le couvercle sur la marmite brûlante. On commença par caricaturer le mouvement insurrectionnel. Sur ce point, la «gauche» modérée ne fut pas en reste. On alla avec minutie chercher dans les marges du mouvement les scories susceptibles de le discréditer aux yeux de «l’opinion» pour mieux lui cacher la réalité profonde de l’évènement. A ce jeu-là, les médias les plus en vue furent à la hauteur de leur habituelle servilité. Si les scories existaient bel et bien sous forme de déclarations xénophobes ou sexistes, de revendications farfelues ou extravagantes, de croyances en la théorie du complot, elles restèrent fort limitées et furent désavouées par le mouvement lui-même à mesure qu’il se développait. Ensuite, on instrumentalisa «les casseurs» pour discréditer le mouvement sans le dire vraiment tout en réprimant les insurgés sans trop de distinction. Ainsi, le pouvoir s’est particulièrement surpassé en affirmant que même les nazis s’étaient montrés plus corrects en ne saccageant pas l’Arc de Triomphe. Seule une grande misère intellectuelle et politique peut autoriser une si ignoble comparaison. Malgré toutes ces manœuvres, le soutien de l’opinion publique aux gilets jaunes ne faiblissait pas. Le Président parla enfin. Il parla mais se tut sur l’essentiel. Il fallait lâcher du lest pour retourner l’opinion mais ne rien céder sur le fond de la politique en cours. On ne touchera pas à la fiscalité, les réformes envisagées seront tranquillement mises en œuvre. La «casse» sociale et le «pillage» de la richesse nationale auront donc de beaux jours devant eux. Le souverain annonça néanmoins un «grand débat» reposant sur cinq points cardinaux - le cinquième étant «l’immigration» que personne n’attendait à ce moment-là – qui devra «se tenir partout en France». Un grand débat piloté d’en-haut pour bien montrer que l’on a tout compris ! Le samedi qui suivit la surréaliste allocution l’insurrection sembla marquer le pas. C’est que partout les forces de «l’ordre» étaient plus nombreuses que les gilets jaunes. Le couvercle avait-il commencé de refermer doucement la marmite ?

Dès le lendemain de la décrue apparente du mouvement, Richard Ferrand, homme-lige par excellence du Président, pérorait imprudemment non loin de son perchoir : il ne sera plus permis d’entraver la circulation, il faut maintenant aller à fond dans la démocratie, ne pas être uniquement dans la contestation. Ne rions pas ! L’ancien mutualiste ne s’est pas encore aperçu que sa démocratie est malade. Sur les ronds-points ce genre de discours ne peut évidemment pas être entendu. Il est possible de s’imaginer que l’insurrection est moribonde, la dissimuler sous un débordement de répression qui ne dit pas son nom, de croire que les gilets jaunes sont devenus «raisonnables», qu’ils vont redevenir invisibles. C’est oublier que cette grande effervescence sociale inédite d’une fraction de la population du pays que l’on n’entendait pas jusque-là à fait naître des aspirations fortes. Par leur luttes inattendue les gilets jaunes ont recréé des solidarités, entre eux d’abord, avec ceux qui les soutiennent ensuite. Ils ont longuement débattus, y compris de la nécessité de combattre la crise climatique, et ont ainsi (re)découvert les joies du partage d’idées et de causes communes. Bref, on ne les bernera pas si facilement. Comme le pouvoir «central» ne veut pas comprendre ce qui se joue là il faudra lui montrer de diverses manières – à inventer probablement – que la détermination des gilets jaunes pour une autre société et une autre démocratie est toujours intacte. Une République en marche c’est d’abord l’imagination en marche. Maintenant que la police de M. Castaner s’apprête à «libérer» les ronds-points, aux gilets jaunes de faire bouillir une autre marmite, une marmite sans couvercle, à ciel ouvert. A suivre…

Gilets Jaunes : la Particularite Française.

*Par Atilio A. Boron*

*«Le jour de gloire de La Marseillaise approche».* L’Allemagne et le Japon ont le douteux honneur d’être les seuls deux pays où n’a jamais triomphé une révolution. Ce n’est pas par hasard, qu’ils ont, précisément à cause de cela, donné naissance à des régimes aussi déshonorants que le nazisme et le militarisme fasciste japonais. Par opposition à l’histoire française qui fut marquée par de récurrentes révolutions et révoltes populaires. En dehors de la Grande Révolution de 1789 il y a eu des explosions révolutionnaires en 1830, et une autre beaucoup plus vigoureuse en 1848 et la glorieuse Commune de Paris de 1871, premier gouvernement de la classe ouvrière dans l’histoire universelle. Après son écrasement sanglant il a semblé que la rébellion du peuple français s’était éteinte pour toujours. Mais cela ne fut pas ainsi. Elle est réapparue dans l’héroïque résistance à l’occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale et ensuite, avec une force irrésistible, dans le Mai 68 français.

Est-ce l’unique facteur qui fait de la France un pays si particulier ? Non. Plus important que ce ferment insurrectionnel incessant qui distingue historiquement aux couches populaires françaises, c’est que ses luttes résonnent comme aucunes autres sur la scène mondiale. Karl Marx l’avait déjà remarqué en 1848 quand, en observant la révolution en France, il disait que «*le chant du coq gaulois réveillera encore une fois l’Europe*». Et il l’a réveillée, bien que ces rêves fussent écrasés à feu et à sang.

Regardons l’histoire : la Révolution Française a retenti en Europe et en Amérique, avec une force assourdissante ; la Commune est devenue une source d’inspiration pour le mouvement ouvrier mondial, ses enseignements se reflétant dans quelques coins écartés de l’Asie. Le Mai français allait reproduire, avec les caractéristiques logiques de chaque nation, dans le monde entier. En d’autres mots : La France a cette capacité unique de transformer le sien en un événement historico-universel, comme se plaisait à dire Hegel. Et c’est cela, précisément, la particularité inimitable du fait français.

La révolte des «gilets jaunes» qui a commencé il y a quelques semaines quand deux camionneurs et la propriétaire d’un petit commerce – ne se connaissant pas et habitant dans des lieux différents de la France – ont lancé à travers des réseaux sociaux une convocation à protester sur les ronds points de leurs petites villes contre l’augmentation du prix du combustible. Peu de jours après l’un d’eux avait presque un million d’adeptes sur son compte *Facebook*. Ensuite est venue la convocation du 17 Novembre à Paris et, à partir de là, la protestation allait acquérir une dimension phénoménale qui a mis le gouvernement de Macron entre les cordes. Ce que les syndicats du chemin de fer n’avaient pas pu faire en trois mois, les «gilets jaunes» l’ont obtenu en quelques semaines. Et la chose continue, et la «contagion» du virus rebelle qui arrive depuis la France est perçue au-delà de ses frontières. Elle a fait des avancées en Belgique, en Hollande et maintenant en Pologne, à l’occasion du Sommet du Climat au Katowice. En Égypte le régime de Al-Sissi a interdit la vente de gilets jaunes dans tout le pays comme mesure préventive pour éviter que l’exemple français se répande dans son pays.

La révolte, à la fin ouverte, n’est pas seulement due au prix du combustible. C’est une protestation diffuse mais répandue et d’une composition sociale très hétérogène contre la France des riches et dont – avec un agenda bigarré de revendications- les contours de programme ne sont pas perçus mais clairement anti-néolibéraux. Mais il y a aussi d’autres contenus qui renvoient à une conception du monde plus traditionnelle d’une France blanche, chrétienne et nationaliste. Cet assemblage hétéroclite de revendications, inorganiquement exprimées, comporte des demandes multiples et des aspirations contradictoires, produits d’une éclosion inespérée et subite d’activisme spontanéiste, dépourvue de direction politique. C’est un grave problème parce que toute cette énorme énergie sociale libérée dans les rues de la France pourrait donner lieu tant à des conquêtes révolutionnaires comme faire naufrage dans une fin réactionnaire. Cependant, au-delà de l’incertitude du cours futur de la mobilisation populaire et de la complexité inévitable idéologique présente dans tous les grands mouvements spontanés de masses, il n’y a pas de doute que sa seule existence ait fissuré la continuité de l’hégémonie néolibérale en France et la stabilité du gouvernement d’Emmanuel Macron.

Et dans un monde surpeuplé d’épouvantails comme les Trump et les Bolsonaro, les Macri et les Macron, tout cela est une bonne nouvelle parce que «le chant du coq gaulois» pourrait bien réveiller la rébellion endormie – ou anesthésiée avec préméditation – des peuples à l’intérieur et en dehors de l’Europe et devenir l’étincelle qui incendie la plaine desséchée où les politiques néolibérales ont transformé nos sociétés, victimes d’un holocauste meurtrier mais silencieux social de proportions inédites.

Ce n’est pas la première fois que les français occupent cette fonction d’avant-garde sur la scène mondiale et sa lutte ardente pourrait se convertir, surtout dans les banlieues de l’empire, en un déclencheur d’une vague des rebellions populaires – comme cela s’est passé principalement avec la Révolution Française et Mai 68 – contre un système, le capitalisme, et la politique, le néolibéralisme, dont les résultats néfastes sont archi- connus. Nous ne savons pas si une telle chose aura lieu, si la «contagion» se produira finalement, mais les indices du rejet répandu des gouvernements qui enrichissent seulement les riches et spolient les pauvres sont impossibles à occulter partout dans le monde. Il ne faudra pas attendre longtemps puisque bientôt l’histoire dictera son verdict sans appel.

Au-delà de ses effets au niveau mondial, la brise qui vient de la France est opportune et stimulante dans des moments où tant d’intellectuels et publicitaires d’Amérique Latine, d’Europe et des États-Unis se délectent en parlant de la «fin du cycle progressiste» dans Notre Amérique (et dans le monde). Il serait suivie semble-t-il du début de l’autre signe «néolibéral» ou conservateur que pronostiquent seulement ceux qui veulent convaincre les peuples qu’il n’y a pas d’alternatives et que c’est cela, le capitalisme ou le chaos, en cachant avec malice que le capitalisme est le chaos dans son expression maximale.

C’est pourquoi les événements en France offrent un bain de sobriété à tant de mensonges qui cherchent à passer pour une analyse économique ou politico-sociale rigoureuse et nous démontrent que souvent l’histoire peut prendre un tour inespéré, et que ce qui apparaissait comme un ordre économique et politique immuable et inexpugnable peut s’écrouler en moins de temps que chante un coq … français.

*Atilio A. Boron est politologue et sociologue argentin, docteur en Sciences Politiques de l’Université de Harvard. Directeur du PLED, Centro Cultural de la Cooperación Floreal Gorini. Son blog est : http://www.atilioboron.com.ar/. Traduit de l’espagnol pour El Correo de la Diaspora (*[*http://www.elcorreo.eu.org*](http://www.elcorreo.eu.org)*) par : Estelle et Carlos Debiasi.*

* La France Bouge !

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

Le Monde du CAC 40 abandonnerait-il son macro hologramme ? Dans le numéro spécial  du 3 décembre, Fenoglio, directeur du Monde, y va de son analyse, «objective», comme il se doit !  Le journal officiel de l’oligarchie nous avait déjà inventé DSK avant sa prison, Ségolène avant  sa bravitude en flammes, Hollande, avant le naufrage de son pédalo , quand il fabriqua enfin le Rastignac picard qui allait sauver la bourse, puisqu’issu en droite ligne de chez Rothschild ! 18 mois plus tard la France d’en bas le vomit. Que dit la voix de son maître ? Une demi-vérité : que trente ans après la capitulation de Mitterrand devant l’oligarchie, rien n’a bougé, sauf le niveau de vie populaire qui s’effondre quand la richesse obscène des nantis est  à l’Olympe, le cynisme jupé-t’es-rien en prime.

Mais pas un mot sur la détresse du peuple, sa seule compassion va à l’ultime rempart des paniquards, le poulet musclé sous son armure, cette victime, lui qui gaze et qui matraque au service des pillards de la fortune, des voleurs du travail salarié, 92% de la richesse produite ! «*Inqualifiables les coups portés aux personnes chargées du maintien de l’ordre, les violences sont condamnées sans réserve parce que sans excuses !»*  Sacrés Versaillais ! Un siècle et demi plus tard, mêmement féroces ! Quand il y a cinq fois plus de blessés chez les manifestants que chez les argousins ! Qui ne voit que les casseurs se font les alliés objectifs de la finance en tentant de discréditer la lame de fond du peuple ? D’où viennent-ils ces dévaliseurs de boutiques chics ? De la banlieue sinistrée Paris province, encasernés dans ces zones d’apartheid, abandonnées aux dealers, et dont le seul traitement social c’est avec l’ANRU commandée par le premier ministre, de casser les HLM construites avant de casser la loi même qui permettait depuis 40 ans de loger les pauvres ! Pourquoi l’armée des 5000 pandores a-t-elle laissé envahir l’Arc de Triomphe sinon pour des images capables de diviser le peuple, attaché à ce symbole républicain ? Quel ordre a donné le commissaire Nunez, ministre de fait quand l’autre jouait des castagnettes? «*La journée insurrectionnelle est-elle à ce point insaisissable*» quand il suffisait à Macron huit jours avant de reculer tactiquement sur la taxe pour dégonfler la colère montante ? Seul aveu phénoglien : «*le sentiment d’injustice»* qui monte dans le peuple depuis la capitulation mitterrandienne de 1983, aggravé par la crise des banques de 2008 qu’on a fait payer aux mêmes ! «*Les revendications des gilets jaunes s’accumulent et finissent par s’annihiler à force d’être contradictoires !»* Hélas pour Fenoglio, ils s’organisent, découvrent des porte paroles talentueux et étendent leurs revendications pour vite toucher à l’essentiel, le SMIC, l’impôt sur la fortune, les cadeaux aux riches, tout ce dont il est malséant de parler dans les médias bien pensants, comme sur la Deux dimanche soir où, entre Ruffin , Piketty, Todd et les deux magnifiques gilets jeunes, la cheftaine débordée n’eut comme seule issue de passer la caméra sur le plateau n° 2 pour nous servir la mélasse des laquais habituels !

Comment que ça s’appelle ça, monsieur Fenoglio ?  La lutte de classe ! Vous avez dit lutte de classe ? Quelle horreur ma chère ! Pas au Monde ! Et les dockers, la CGT, les lycéens s’y mettent. Où c’est qu’on va ? Mai 68 en décembre, au secours !  Les mêmes disent que demander la démission du Président, c’est violer la règle républicaine !  N’importe quoi ! La république n’est-elle pas la volonté du peuple s’il ne veut plus de Jupiter, ce n’est pas le chaos, simplement la prise de conscience qu’il s’était fait une nouvelle fois avoir par le CAC40 qui avait mis un de ses hommes à l’Elysée ! Suffirait de revoter républicainement, comme l’a dit Mélenchon ! Où  est le chaos ? Dans vos coffres ?

Mai 68 voulait déjà l’augmentation des salaires mais la frange la plus lucide demandait en plus l’autogestion, un socialisme de marché dont l’économie et la politique soient contrôlées par la base, comme chez les gilets jaunes, et qui échappe aux tares soviétiques de la bureaucratisation étatique dont personne ne veut. L’autogestion, même progressive, la seule vraie solution pour sortir de l’effondrement capitaliste avant que son accumulation insensée ait totalement démoli la planète ! Avant que la robotisation étende à l’infini le chômage plutôt qu’appliquer la RTT ! Avant que les populistes Trump, Poutine, Kazcinski, Orban, Salvini, Xi, Bolsonaro, Le Pen, etc., etc., aient partout liquidé les libertés avant de se foutre sur la gueule ! Merci la France ! a dit dimanche Emmanuel Todd, seul pays où des gilets jaunes progressistes et radicaux puissent apparaître ! Bonne chance à eux !

*Jean-Pierre Lefebvre est un urbaniste «qui aimerait  avoir 60 ans de moins» !*

* «La Montee des Populismes» et les Mots Cliches

*Par Pierre Guerlain*

Partout dans les médias dominants de qualité, on lit et on entend parler de la «montée des populismes», de la «haine» ou de «phobies» qui affectent l’espace public. Il est indéniable que les idées d’extrême droite ont le vent en poupe des États-Unis au Brésil mais aussi en Hongrie, Pologne, Japon, Israël, Argentine....

Il importe donc d’abord de formuler le meilleur diagnostic pour expliquer l’émergence de discours, pratiques et politiques qui tournent le dos au respect de la personne humaine et donc de la démocratie non définie par les seules élections. L’expression «montée des populismes» met dans le même sac des mouvements dits de droite et des mouvements dits de gauche. Certains, aux États-Unis n’hésitent pas à mettre Sanders et Trump dans cette enveloppe très protéiforme. Sanders pourtant n’a jamais fait de déclaration raciste, sexiste ou homophobe mais son discours sur la justice sociale le fait classer parmi les populistes honnis.

Cette expression gomme les différences énormes qui existent entre régimes plus ou moins autoritaires et gomme aussi les choix économiques fort différents des «populistes». Au Brésil, l’alliance entre les marchés, les néolibéraux et Bolsonaro qui tient des propos fascisants montre que néolibéralisme et tyrannie ne sont pas nécessairement opposés. Les *Chicago Boys* autour de Pinochet avaient fait la démonstration que libéralisme économique et dictature meurtrière pouvaient marcher main dans la main. Hayek, le pape du libéralisme économique, l’avait déclaré : il disait préférer un dictateur libéral à un gouvernement démocratique non libéral. Personne ne disait en 1973 que Pinochet était un «populiste» mais on parlait de dictature, de fascisme ou de totalitarisme. Les innovations sémantiques récentes n’éclairent pas beaucoup.

On ne parlait pas de «populisme» pour Hitler, Staline ou Mao les grands criminels totalitaires du 20ème siècle. L’expression «montée des populismes» est employée par les partisans du centre social-libéral ou néolibéral, ceux que Tariq Ali évoque sous le terme «d’extrême centre». Ainsi Macron n’est-il pas lui-même un populiste, ou plutôt un «plouto-populiste» ? Lorsque Macron évoque «le pognon de dingue» des aides sociales et enrichit les riches, il combine rhétorique populiste et ploutocratie.

La Chine est depuis longtemps un régime tyrannique qui met au pas ses dissidents mais l’expression «montée des populismes» ne s’applique pas à elle car elle n’est jamais passée par la case «démocratie libérale occidentale». L’autoritarisme de la Russie a de longues racines historiques mais a aussi été grandement favorisé par les actions des États-Unis qui ont infligé une période de libéralisme exacerbe avec Eltsine puis poussé pour étendre l’OTAN, contrairement aux promesses faites à Gorbatchev. En d’autres termes, «la montée des populismes» est souvent la résultante d’actions et décisions prises par ceux-là mêmes qui déplorent le populisme. Hayek est l’un de ceux qui ont créé le terreau du «populisme».

Il n’y a pas de «montée des populismes» en Arabie saoudite ou en Egypte mais des régimes dictatoriaux soutenus par l’Occident, y compris lorsque ces régimes violent les droits humains ou soutiennent des terroristes. Jan-Werner Müller a consacré un livre à la définition du populisme, *What is Populism?*, dans lequel le rejet du pluralisme joue un rôle central. Dominique Vidal et Bertrand Badie ont, quant à eux, publié un *Etat du monde 2019* qui s’intitule *Le Retour des populismes* dans lequel ils abordent la question de la diversité des populismes. Néanmoins, on peut être d’accord avec la déclaration d’Edgar Morin en 2013 : «Le mot “populisme” mis à toutes les sauces perd toute signification et empêche tout diagnostic pertinent».

Les discours et politiques autoritaires ou totalitaires doivent être analysés historiquement et leurs causes saisies dans un contexte spécifique. Le populisme de Poutine n’a pas grand’chose à voir avec celui de Bolsonaro. L’expression «montée des populismes» suggère un phénomène quasi-naturel, comme une montée de la marée, qui en s’appliquant à des contextes fort différents perd tout sens. Elle permet cependant de traduire en langage moral un positionnement politique : «populiste» devient synonyme de mauvais, nauséabond, méchant. Ce que sont la plupart des régimes politiques évoqués plus hauts mais pour des raisons fort différentes et parfois grâce au soutien des dénonciateurs du populisme. Pour délégitimer un adversaire il suffit aujourd’hui d’affirmer qu’il (ou elle) est «populiste» ou «complotiste» sans preuve ou discussion. Ces mots peuvent ainsi devenir des insultes pour éviter le débat d’idées.

Le mot «haine» a aussi pris une extension problématique. Tout d’abord, l’utilisation de termes de psychologie pour analyser des phénomènes politiques est problématique car la psychologie ne peut rendre compte de tout un contexte politique. La psychologie de Trump est un facteur d’explication du désastre qu’il représente mais ne peut retracer la longue dérive des Républicains américains ni l’histoire du racisme au Etats-Unis. Trump, du reste, est plutôt un pervers narcissique qu’un homme animé par la haine. Hannah Arendt avait parlé de la «banalité du mal» pour Eichmann un des grands criminels nazis. Elle disait qu’Eichmann ne pensait pas, il suivait un système d’extermination sans affect. Ce n’est pas la haine qui l’animait mais une servilité aveugle et une absence totale d’empathie. Trump ne hait pas forcément tous ceux, nombreux, qu’il désigne comme ses ennemis. Il ne hait pas les enfants qu’il sépare des parents à la frontière mexicaine. Sa cruauté est celle du pervers narcissique qui n’a aucune empathie. Les grands criminels sont plutôt des monstres froids que des personnages haineux. Staline ne haïssait pas tous ceux qu’il a envoyés au goulag et Mao ne haïssait pas les millions de Chinois qu’il a précipités dans la mort. Trump ne se soucie que de l’image de gagnant qu’il donne. La haine, qui peut être une forme inversée d’amour, suppose un rapport à l’autre que les grands criminels ont du mal à établir.

Ce que les grands criminels savent faire, c’est scénariser la haine, un peu comme lors des «deux minutes de haine» dans *1984*, le roman de George Orwell. Donc il est vrai que les démagogues attisent la haine mais leur criminalité s’articule le plus souvent à un manque d’affect, une absence d’empathie et une cruauté sans borne qui découle de leur narcissisme.

Il en va de même avec le mot «phobie» qui a pris une étrange extension. Chaque atteinte à la dignité humaine, génère la création d’un néologisme se terminant en «phobie». Le mot «phobie» est cependant erroné : le phobique cherche à éviter l’objet de sa peur. L’antisémite ne souffre donc pas de «judéophobie» mais d’un préjugé qui peut devenir criminel, de même pour «l’islamophobie», «l’homophobie» qui sont, soit des préjugés, soit des actes criminels qui tombent sous le coup de la loi.

Le mot «phobie» en psychologisant un phénomène politique le transforme en défaut personnel qu’il s’agit de surveiller ou punir. Si quelqu’un souffre de phobie mais n’est pas violent, si son préjugé ne conduit à aucune déclaration ou action, en somme si sa phobie reste personnelle et non agissante, ce n’est pas un problème politique. Par contre, tous les actes dictés par un préjugé ou une paranoïa se combattent comme tous les crimes.

Pour lutter contre la haine fabriquée par les grands démagogues ou les tyrans, la déploration de «la montée des populismes» ne change rien. Par contre, changer les conditions d ‘émergence de la haine ou du populisme a bien plus d’effet. Des politiques néolibérales qui créent de l’inégalité et de la misère, mais s’accompagnent de leçons de morale sur la haine et le populisme, sont hypocrites.

Les médias dominants de qualité ont raison de s’inquiéter des évolutions politiques actuelles qui représentent un «mai 68 à l’envers», comme le dit Pierre Rimbert. Néanmoins les incantations, postures ou discours convenus n’ont aucune prise sur le réel. Pour arrêter la montée des démagogues et le triomphe du mécanisme du bouc émissaire, des politiques de justice sociale et environnementale, d’imposition des plus riches, de lutte contre l’évasion et l’optimisation fiscale, d’inclusion urbaine sont nécessaires. En d’autres termes, des plans Marshall pour les banlieues, les mal-logés, la défense de l’environnement sont plus avisés que des incantations.

En sus des réponses socioéconomiques, un récit d’espoir mobilisateur est capital, un récit que Lula au Brésil avait su porter. Andrés Manuel López Obrador, élu président du Mexique, a lui aussi su mettre la solidarité à la place du ressentiment. La «haine» peut se transformer en «vivre ensemble» lorsque des dirigeants savent parler à tous ceux qui sont marginalisés et donc des proies faciles pour les démagogues.

Revenons à Hannah Arendt, pour lutter contre la banalité du mal, seule l’action politique et économique portera ses fruits. Elle parlait aussi de l’alliance entre «la populace et le capital» («mob and capital») pour évoquer les origines du totalitarisme. Il s’agit de dénouer cette alliance en transformant la «populace», c’est à dire dans son vocabulaire, les exclus, en moteur de la solidarité, comme cela s’est déjà passé. Le Portugal est un exemple actuel qui montre que l’on peut combattre le néolibéralisme, la haine et le populisme par des politiques sociales de gauche.

Un monde avec moins de milliardaires mais plus de partage de l’emploi, un monde avec plus de logements abordables dans les grandes villes et moins de ghettos dorés, un monde où les plus pauvres ne sont pas condamnés à vivre dans des taudis est un monde où le terreau du «populisme» est contenu. Le néolibéralisme qui libère les inégalités et la misère n’offre que de belles paroles contre les maux qu’il dit combattre. La réponse à ces phénomènes apparemment psychologiques est sociale et politique. Sanders l’avait compris lors de l’élection américaine de 2016 alors que Clinton déployait le discours moralisateur déconnecté des réalités de la domination économique.

Aujourd’hui la lutte contre la montée de l’autoritarisme doit avoir lieu au niveau de chaque Etat-nation mais aussi dans un cadre internationaliste. Au-delà des personnes et pour dépasser les déclarations des belles âmes, ce qu’il importe de faire est très concret. Investir massivement dans l’égalité non seulement sociétale, ce que font les néolibéraux, mais sociale en direction de tous ceux que les tyrans démagogiques encouragent à la haine en leur suggérant des boucs émissaires.

*Article paru dans la revue Recherches internationales Site : http://www.recherches-internationales.fr/*

* La Voiture Electrique : Espoir, Illusion, ou Arnaque ?

*Par Patrice Perron*

Toute personne objective a désormais parfaitement compris que la politique soi disant écologique du gouvernement hexagonal était surtout punitive et fondée sur la taxation outrancière des carburants et combustibles fossiles, à l’exception notable du nucléaire. En contre partie, ce même gouvernement propose une aide dérisoire au passage à la voiture électrique, voiture dont le moins que l’on puisse dire, c’est qu’elle est chère, peu autonome, pas encore fiable, qu’elle pose surtout la question de la production d’électricité nécessaire à son développement et l’installation d’un vrai réseau de stations et bornes de rechargement. Le pouvoir met la charrue avant les bœufs. Mais la réflexion doit aller plus loin et aborder quelques points sensibles sur le sujet :

Qu’en est-il de la pollution par les voitures ? Elle est réelle, attestée par des enquêtes sanitaires réalisées dans les villes, constatée par les reportages dans les mégapoles où les habitants ne sortent qu’avec un masque (Pékin, Bangkok, entre autres) et par la mise en place d’une circulation restreinte en période critique dans la plupart des grandes villes du monde. La nécessité d’agir est manifeste et incontestable. Mais une fois les précautions sanitaires mises en œuvre, la lutte effective contre la pollution doit se faire d’une façon générale et dans un ordre logique et cohérent. Ce qui, à mon sens, n’est pas le cas dans l’hexagone. D’autant plus, que dans le même temps, (comme dirait Jupiter), l’actuel gouvernement autorise Total à pratiquer des forages pétroliers en Guyane et à importer massivement de l’huile de palme pour du bio carburant ! Très forts dans le double langage, ces hommes politiques…

La transition écologique devrait constituer un facteur de rassemblement et de motivation des citoyens. Or, c’est l’inverse qui se produit, car le gouvernement pratique la sanction et la punition avant même de mettre en place des outils de remplacement. Soyons clairs : les transports en commun, c’est bien pour les gens qui habitent les communes réellement desservies de façon dense. Au contraire, pour ceux qui vivent dans les villes petites ou moyennes, et les zones rurales, c’est irréaliste et à ce jour inexistant. Mais c’est une réponse intra urbaine adaptée pour les intra urbains, réponse qui peut satisfaire les technocrates intra-muros parisiens. Par contre, s’en prendre durement aux conducteurs de façon aussi massive et autoritaire, est inacceptable et s’avère contre productif pour la cause écologique que prétend défendre ce gouvernement.

Ainsi, grâce à des enquêtes internationales non contestées par les lobbies du pétrole, nous savons aujourd’hui, qu’un seul navire de type porte containers pollue à lui tout seul autant que toutes les voitures réunies, pour la même unité de temps. Il me semble, mais je peux me tromper, qu'il y a plusieurs portes containers à circuler en même temps sur la planète ! C’est dire la démesure de la pollution entre une automobile fut-elle diesel et un porte containers. C’est dire aussi la démesure entre le matraquage fiscal infligé à ce même automobiliste et l’impunité totale dont bénéficient les vrais pollueurs à l’échelle de la planète.

Plus sérieuse serait la commercialisation de vrais véhicules propres et non pas de ces voitures soit hybrides (qui polluent quand même) ou intégralement électriques mais à l’autonomie très limitée, et qui, dans les deux cas, polluent discrètement et pour longtemps la Terre. Comment ça ?

À cause des batteries, que l’on ne sait pas retraiter et qui contiennent des produits hautement et durablement toxiques. Et vu le développement futur du marché et leur faible durée de vie, il va y en avoir des milliers et des millions que nous devrons stocker, en attendant le jour hypothétique où l’on pourra enfin les détruire. Quel bel héritage pour nos descendants. Quelle brillante conception de la protection de la planète !

Un autre élément vient plomber (sans jeu de mot bien sûr) la voiture électrique : son prix. Déraisonnable, incomplet et trompeur à l’achat. Je m’explique ; vendue excessivement chère malgré la petite prime d’incitation de l’état, ce type de véhicule utilise des batteries polluantes (comme je viens de le dire plus haut), et à durée de vie limitée. Il faut donc les renouveler à intervalles non négligeables. Vendues elles aussi très chères, ces batteries renchérissent le prix réel du véhicule. Il faut être riche, ou inconscient, pour actuellement acheter de telles voitures.

Un autre élément, structurel cette fois, vient également assombrir le tableau : comment ravitailler la belle gourmande ? À part quelques bornes sur des parkings de supermarchés et dans quelques villes résolument volontaires, force est de constater qu’il n’est pas possible de partir à l’aventure à plus d’une centaine de kilomètres de chez soi. Or l’invention de la voiture symbolise une forme de liberté individuelle et familiale à la fois. Cela veut dire que l’état ne fait pas son boulot : supprimer les carburants fossiles, c’est bien, mais avant, il serait intelligent, logique et même juste de bon sens, de mettre en place les infrastructures nécessaires à l’utilisation de ces nouveaux modes de déplacements : parkings périurbains pour que les banlieusards et les ruraux accèdent aux transports en communs urbains d’une part, et créations d’un maillage territorial de bornes électriques pour rendre la voiture électrique utilisable partout, d’autre part, sans négliger le fait que sur les autoroutes, il n’y a pas de bornes et qu’il va en falloir un paquet. Sinon, il n’y aura plus aucun intérêt en gain de temps à utiliser ces belles autoroutes. Puis ensuite, éventuellement, taper sur le vilain consommateur de gazole, ce vestige malodorant de l’ancien monde. J’insiste : ensuite seulement.

Mais voilà, un autre problème apparaît, savamment préparé et orchestré. Le passage à la voiture électrique va nécessiter beaucoup d’électricité. Le moins que l’on puisse dire, c’est que les gens de pouvoirs, ceux qui tiennent le monde, ne veulent pas perdre la main, ni le magot. Les politiciens ne sont que des marionnettes entre leurs mains habiles et intéressées. Et comme les politiques ont largement démontré leur manque de volonté à développer les énergies renouvelables (solaire, éolien), le lobby nucléaire a le champ libre pour dire : si le pays veut répondre à cette future demande d’électricité, le renouvelable ne suffira pas, car il est inconstant puisque dépendant du temps. Seul le nucléaire garantit la régularité de la production. C’est le discours d’EDF par sa branche nucléaire. D’ailleurs, le gouvernement vient d’annoncer, fin octobre, sa décision de construire de nouvelles centrales nucléaires pour remplacer les plus anciennes. CQFD. Bizarre comme transition écologique.

Le pire, dans l’affaire, est que ces futures centrales seront de type PMR, vous savez, ce genre de centrales qu’EDF a vendu à l’Angleterre. Celle-là même qui est en construction depuis des années.....   L’exemple type de la centrale au coût faramineux, aux chantiers éternels et à l’efficacité contestée. Il s’agit de la même centrale que l'extension interminable de Flamanville. Le surcoût de construction ne fait qu’augmenter chaque jour, ainsi que le délai de livraison qui se fait attendre de mois en mois, ou plus exactement, d’année en année. Ce sont précisément ces centrales qu’EDF veut nous fourguer.

Et dans le domaine du pire, rien n’est jamais terminé. Car au-delà des centrales nucléaires, continue à se poser, de façon récurrente, réelle et pertinente, la question embarrassante, pour EDF et les politiques, du retraitement des déchets nucléaires, cadeau empoisonné pour les générations futures, dont ces gens-là se foutent éperdument, pourvu que leurs profits perdurent au moins aussi longtemps que la radioactivité de leurs déchets.

Les problèmes posés par le passage à la voiture électrique ne s’arrêtent pas là. En l’absence de bornes et de stations, le particulier va devoir s’équiper à domicile. Donc réaliser des travaux chez lui, à l’intérieur, pour ne pas se faire pirater sa borne. Dans son garage s’il habite une maison, mais où, s’il habite un immeuble ? Dans la cage d’escalier ? Qui va gérer ces bornes dans les cages d’escaliers ? Ceux qui y contrôlent déjà les marchés clandestins ? Pour ceux qui habitent dans les appartements dans les étages, comment va-t-on procéder ? Il va falloir de sacrées rallonges entre les parkings et les appartements !

Vue l’évolution incessante des normes électriques, il y a fort à parier que l’installation de bornes dans les logements devra répondre à des normes compliquées nécessitant l’intervention d’artisans, voire d’EDF, pour soi-disant assurer la sécurité. Quel sera le montant de ces équipements ? Je crains le pire.

Nous n’en sommes pas encore là. Mais une autre solution existe : le moteur à hydrogène, par simple division des molécules d’eau. Les brevets, qui ne datent pas de la semaine dernière, ont été depuis longtemps rachetés par les pétroliers pour empêcher ce type de moteur de voir le jour et de nuire à leur business. Pourtant, ce moteur ne relâche aucun produit nocif ou polluant, juste de la vapeur d’eau.

Il faut se rendre à l'évidence : tant qu'il y aura du pétrole sur terre, fut-ce sous forme de schistes bitumeux, il y aura du pétrole à la pompe, et tous les politiciens et écolos disant le contraire sont des menteurs, pratiquant un racket fiscal qui ne veut pas dire son nom, c’est-à-dire impôts, car tous ces gens prétendent diminuer les impôts, et leur carrière en dépend. En fait, ils spéculent sur la consommation de carburants fossiles pour remplir les caisses vides de l’état défaillant. Le jour où tout le monde sera passé à la voiture électrique, il faudra bien que les gouvernants déplacent les taxes, des carburants fossiles vers l’électricité, car ils ne voudront pas tuer la poule aux œufs d’or : le carburant électrique sera taxé cher, car vous n’aurez plus le choix de votre carburant. CQFD. Cela d’autant plus qu’en pleine manifestations des Gilets Jaunes, à qui le gouvernement aux ordres des lobbies refuse tout report ou baisse de taxes, a fait annoncer par d’autres que lui, le jeudi 29 novembre que l’électricité augmentera dès le mois de février 2019 d’un pourcentage situé entre 4 et 7 %, parce qu’elle est moins chère dans l’hexagone qu’ailleurs. Donc, quand il n’y aura plus d’autre carburant pour les voitures que l’électricité, vous pouvez déjà raisonnablement vous dire que vous vous ferez racketter à fond les manettes de gaz !

Pour ma part, je ne veux pas être complice de cette coûteuse illusion à héritage nucléaire tragique. Je continuerai donc à rouler au diesel jusqu'à la fin de vie de ma caisse, au moteur HDI 90 CV, consommant 5,2 litres au 100 km, car du fait de ce matraquage fiscal, les diesels, subissent une décote plus marquée que l'essence. Avec un peu de chance, vu mon âge et l'état dégradé de ma fonction respiratoire, je serai peut-être mort avant ma bagnole diesel !

Convaincu que le passage à la voiture électrique tel que cela nous est imposé, relève de l’illusion, voire de la tromperie ou de l’arnaque, je continuerai à rouler en diesel moderne, sauf si on me propose une voiture à hydrogène. (Le prometteur moteur à l’éthanol se heurte comme celui au GPL au problème de rareté des stations et il n’est pas aussi écologique que cela puisqu’il est fabriqué pour partie avec de l’huile de palme dont on connaît les effets sur la déforestation). Mais là aussi, il n'y aura pas foule à se lancer dans l'installation de stations, et surtout pas les pétroliers, sauf s’ils contrôlent le marché de l’hydrogène et s’il n’y a plus de pétrole. Ce n’est pas demain la veille.

Par contre, pour les petits déplacements, l'annonce de la création d'un nouveau concept de vélo électrique me paraît intéressante. Le pédalage ne serait plus un amplificateur de vitesse, mais rechargerait la batterie, qui elle, du coup, deviendrait le réservoir à carburant du système. Et là, le projet me paraît porteur et m'intéresse. Encore faudra-t-il que j'arrive à grimper sur le vélo sans me casser la binette, ni me péter le col du fémur ! Car chez les vieux, importants cotisants commis d’office à la CSG, cette fracture peut s'avérer fatale. Par contre, les caisses de retraites y trouveraient leur compte et demanderaient l’obligation d’utilisation du vélo électrique par les bénéficiaires de pensions de retraite, puisque les canicules et la grippe ne suffisent pas à en réduire le nombre.

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glané dans le Journal People de Benoist Magnat

Vivement noël !



Les petits Gilets jaunes



Glanés sur le net

Le Rêve américain

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !